Par arrêté du ministre de la santé publique du 7 mars 2000.

Sont nommés membres au conseil d'administration de l'hôpital Aziza Othmana de Tunis :

- Docteur Aïcha Hafssia : présidente du comité médical.
- Docteur Mohamed Moncef Jamoussi : médecin chef de service.
- Docteur Habib Ben Hassine : médecin chef de service.
- Docteur Sabiha Mahjoub : médecin chef de service.
- Docteur Balkis Meddeb : représentante des médecins maîtres de conférences agrégés et des médecins des hôpitaux exerçant au sein de l'hôpital.
- Docteur Adel Kharbi : représentant des médecins assistants hospitalo-universitaires exerçant au sein de l'hôpital.
- Monsieur Lamjed Bessamra : représentant du corps paramédical exerçant au sein de l'hôpital.

Par arrêté du ministre de la santé publique du 7 mars 2000.

Monsieur Ali Meneïf, est nommé membre représentant du ministère du développement économique, au conseil d'administration de l'hôpital la Rabta de Tunis, en remplacement du Monsieur Abdel Kerim Hajji.

**MINISTERE DES DOMAINES DE L'ETAT
ET DES AFFAIRES FONCIERES**

Décret n° 2000-548 du 6 mars 2000, portant expropriation pour cause d'utilité publique de parcelles de terre sises à Béchima à la délégation d'El-Hamma gouvernorat de Gabès et sur lesquelles ont été construits des ouvrages hydrauliques.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu la loi n° 76-85 du 11 août 1976, portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu l'avis des ministres de l'intérieur, de l'agriculture et de l'environnement et de l'aménagement du territoire.

Décète :

Article premier. – Sont expropriées, pour cause d'utilité publique au profit de l'Etat, en vue d'être incorporées au domaine public hydraulique et pour être mises à la disposition du ministère de l'agriculture (la société nationale d'exploitation et de distribution des eaux), des parcelles de terre nues et non immatriculées, sises à Béchima à la délégation d'El-Hamma gouvernorat de Gabès, sur lesquelles ont été construits des ouvrages hydrauliques, entourées d'un liseré rouge sur les plans annexés au présent décret, et présentées au tableau ci-après :

N° d'ordre	N° de la parcelle sur le plan	Superficie expropriée	Noms des propriétaires ou présumés tels
1	1 2 2 bis 2 ter 2 quarter	00 ha 06 a 08 ca 01 ha 61 a 12 ca 02 ha 30 a 80 ca 02 ha 75 a 36 ca 00 ha 25 a 92 ca	Ahmed Ben Jilani Charfeddine et Belgacem Charfeddine
2	3	00 ha 72 a 00 ca	Mohamed Laâtar
3	1 bis 2 quinté 3 bis 4 5 6 7 8 bis	00 ha 02 a 36 ca 01 ha 88 a 49 ca 00 ha 02 a 35 ca 01 ha 40 a 00 ca 00 ha 02 a 31 ca 01 ha 41 a 29 ca 03 ha 87 a 10 ca 00 ha 95 a 01 ca	Charfeddine Ben Soula Ben Charfeddine El Akoubi Mohamed Ezzeddine Akoubi, Ammar Ben Mansour Charfeddine et consorts
4	8	00 ha 76 a 40 ca	Mesbah Ben Haçan Ezzouaydi, Ibrahim Ben Dhaou Ezzouaydi et consorts

Art. 2. - Sont également expropriés, tous les droits mobiliers et immobiliers qui grèvent ou qui pourraient grever lesdites parcelles de terre.

Art. 3. - La présente expropriation est déclarée urgente.

Art. 4. - Les ministres de l'intérieur, de l'agriculture et des domaines de l'Etat et des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 6 mars 2000.

Zine El Abidine Ben Ali